Un été humiliant pour l'Union européenne

Opinion - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S€D)

Cet été, pour avoir méconnu les réalités géopolitiques et économiques, les dirigeants des principaux États membres de l'Union européenne (UE) et la présidente de la Commission européenne ont subi brimades et humiliations, les Européens, en particulier les exportateurs, ont été lésés. L'impuissance et le manque d'à-propos de l'Europe sont évidents partout : sur notre flanc Est, en Méditerranée et dans le conflit en Palestine. L'Europe a été absente lors de la signature, à la Maison-Blanche, des accords de paix entre le Rwanda et la République démocratique du Congo, ainsi qu'entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La présidente de la Commission européenne a toutefois pu soutenir l'Ukraine lors du sommet de Washington, aux côtés de cinq dirigeants européens.

Pourquoi cet effacement de l'Europe ?

Notre premier facteur de faiblesse, c'est notre incapacité à faire face à la guerre hybride que nous fait Vladimir Poutine depuis 2007. La guerre en Ukraine a montré combien la défense de l'Europe dépend des États-Unis d'Amérique, même si la part des dépenses globales de défense qu'ils affectent à la protection de l'Europe est très faible. Selon la méthode de calcul, les estimations varient entre 4 % au minimum et environ 15 % au maximum.[1] Or, les États-Unis d'Amérique veulent concentrer leurs forces sur un éventuel conflit avec la Chine à Taïwan, selon l'*Interim National Defense Strategic Guidance* qu'a divulguée le *Washington Post* le 29 mars 2025.[2] Il semble donc probable qu'en cas d'attaque russe sur un État européen, les États-Unis d'Amérique n'apporteraient à l'Europe, au mépris de l'article V du traité OTAN, qu'une aide limitée à la dissuasion nucléaire. Or, selon plusieurs services de renseignements européens, si Poutine devait être victorieux en Ukraine, il viserait probablement d'abord la Transnistrie, la Moldavie et peut-être la Biélorussie, puis il tenterait de couper les États baltes de l'Europe. D'autres scénarios sont possibles. Comme l'a constaté Keir Giles,[3] une carte de leur patrie destinée aux enfants russes est en vente à Moscou. Elle étend la Russie à l'Ukraine, à la Biélorussie, à l'Asie centrale, aux États baltes et à la Pologne.

Poutine a dit à maintes reprises vouloir donner à la Russie la zone d'influence qui était celle de l'URSS. La Russie teste chaque jour un peu plus nos défenses. Dans la nuit du 9 au 10 septembre 2025, au moins 19 drones russes ont pénétré dans l'espace aérien polonais. Seuls 3 drones russes ont été abattus, ce qui montre la faiblesse de la défense antiaérienne et antimissile de l'Europe. La Pologne a demandé l'activation de l'Article IV du traité OTAN, qui prévoit des consultations entre alliés en cas de menace sur l'un de ses membres, et non de l'article V, ce que l'Ukraine a jugé être un aveu de faiblesse.[4]

Le Conseil atlantique de La Haye, du 24 au 25 juin 2025 a confirmé notre dépendance en matière de défense, qu'avait dénoncée le président finlandais Niinistö en 2024. Les alliés ont accepté la demande du président Trump d'affecter 5 % de leur PIB à leur sécurité et à leur défense. Cela ne va pas dissuader Poutine de tester la solidité de l'Alliance atlantique dans les années à venir, car l'augmentation de nos dépenses de défense accroît surtout le gaspillage et l'importation de systèmes américains, ce qui nuit à notre économie.

Le deuxième facteur de faiblesse, c'est celui de notre économie. Douze mois après le rapport Draghi de septembre 2024 sur la compétitivité européenne, qui alertait sur le décrochage économique vis-à-vis des États-Unis d'Amérique et de la Chine, et qui formulait 170 propositions pour relancer l'Europe, 10 % seulement de celles-ci ont reçu un début d'exécution.

Comme M. Draghi, constatons que le poids économique de l'UE ne lui confère aucun pouvoir géopolitique, malgré ses 450 millions de consommateurs. L'UE qualifiée naguère de nain géopolitique mais de géant économique n'est plus qu'un géant aux pieds d'argile. Lors du sommet du G7, qui a eu lieu au Canada, du 15 au 17 juin 2025, les dirigeants des principaux États membres de l'UE et le président des États-Unis se sont opposés sur l'Ukraine et sur une imposition minimale des bénéfices des multinationales américaines.

Une Europe bafouée

L'Europe a ensuite subi un premier traité inégal, comme celui de Nankin, infligé à la Chine en 1842. Celui-ci était la conséquence d'une défaite militaire écrasante, tandis que c'est librement qu'à Turnberry, en Ecosse, le 27 juillet, Mme von der Leyen a cherché à amadouer Trump, pour complaire aux plus gros exportateurs de l'UE, l'Allemagne et l'Italie. Méprisant notre volonté d'autonomie stratégique et de lutte contre le changement climatique, elle a accepté des droits de douane portés à 15 % sur les exportations européennes, et des droits réduits à zéro sur nos importations des États-Unis. Elle a renoncé à taxer leur secteur des services numériques. Elle n'a pas activé l'instrument anti coercition, qui permettrait de pénaliser nos « alliés » d'outre-Atlantique. Sans avoir la moindre compétence, ni le moindre mandat, ni les budgets pour ce faire, Mme von der Leyen s'est engagée à investir 600 milliards de dollars aux États-Unis, à y acheter pour 750 milliards d'hydrocarbures en trois ans et pour « des centaines », selon Trump, de milliards de dollars d'armement.

Les arguments par lesquels la présidente de la Commission a tenté de justifier sa capitulation à Turnberry, sont la stabilité et la prévisibilité de notre commerce transatlantique. Ils ont perdu leur pertinence en quelques semaines, Trump menaçant de nouveaux droits de douane l'UE si elle ose taxer les services numériques américains et/ou refuse de démanteler ses réglementations en la matière. Or, Google a écopé le 5 septembre 2025 d'une amende de 2,95 milliards € pour avoir, avec ses technologies publicitaires, violé les règles européennes de la concurrence. La Commission estime que, depuis 2014, « Google a agi en favorisant ses propres services de technologie d'affichage publicitaire en ligne au détriment des fournisseurs concurrents de services de technologie publicitaire, des annonceurs et des éditeurs en ligne ». La Commission ordonne à l'entreprise de mettre fin à ses pratiques d'auto-référencement et de mettre fin à ses conflits d'intérêts dans le cadre de la technologie publicitaire. Google dispose de 60 jours pour informer Bruxelles des remèdes qu'il proposerait.

La Commission européenne aurait dû se confronter à l'administration Trump, qui ne comprend que le rapport de force, quitte à subir quelques semaines difficiles. C'est ce que la Chine a fait, avec succès. Il faut espérer que le Parlement européen refuse d'exécuter tel quel cet accord inégal de Turnberry. Dès après le discours sur l'état de l'Union, de nombreux députés européens Renew, S&D et Verts se sont exprimés en ce sens,[5] ainsi que des représentants des groupes plus à gauche et plus à droite dans l'hémicycle.

Une Europe ignorée, puis spoliée

Lors de la rencontre entre Trump et Poutine près d'Anchorage, en Alaska, le 15 août 2025, le président russe, qui depuis s'est montré particulièrement ingrat, a eu droit au tapis rouge et aux démonstrations d'amitié. Les Européens continentaux ont été traités comme à Yalta : la suite du conflit en Ukraine s'envisage sans eux, la partition de l'Ukraine qui est préparée ressemble à celle que l'Allemagne a subi en 1945.

Le 18 août, une délégation de chefs d'État et de gouvernement a escorté Volodymyr Zelensky à la Maison-Blanche. La flagornerie exacerbée des Européens et la mise en scène destinée aux chaînes de télévision américaines, dans laquelle Donald Trump se comportait comme un empereur recevant ses vassaux, ont fait grincer des dents. En échange, les Européens n'ont obtenu de Donald Trump que de vagues promesses de soutien américain aux troupes qu'ils pourraient déployer sur le terrain après un cessez-le-feu en Ukraine. La facture est lourde : l'aide militaire à Kiev, près de 100 milliards € d'armements américains, sera totalement à charge des Européens, qui devront en plus acquitter une surtaxe de 10 % !

Depuis l'an 2000, nos gouvernants ont sorti manifestement l'Europe du groupe des puissances qui font l'histoire. Sa marginalisation est patente : fragmentée, peu peuplée, car les Européens ne sont que 5 % de la population mondiale, son économie est en décrochage par rapport aux États-Unis et à la Chine. Dans ces conditions, l'autonomie stratégique de l'Europe, c'est une chimère. Jamais auparavant, le fait que l'Europe ne se soit pas fédérée, qu'elle ne soit pas un État fédéral, ne nous avait coûté aussi cher. En nous vassalisant, nos gouvernants nous empêchent de maîtriser notre destin. Ils nous mettent en danger de subir une récession et une agression. Leur désunion et l'absence de défense européenne crédible les rendent quasi insignifiants sur la scène internationale, même en matière commerciale. L'Europe n'est plus qu'une proie pour les puissances impérialistes qui cherchent à dominer le monde et déstabilisent nos démocraties, notamment en s'immisçant dans nos processus électoraux.

Les États-Unis, sous Trump, ne sont plus fiables

Les Européens, même ceux qui faisaient aveuglément et de longue date confiance à l'OTAN, prennent petit à petit conscience du risque que nous fait courir la deuxième administration Trump. Elle ne remplit pas ses obligations résultant du mémorandum de Budapest de 1994, par lequel les Américains, et d'autres, dont la Russie, ont « garanti » l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Il est possible qu'elle décide de nier son devoir, qui découle du traité de l'Atlantique Nord, et se dégage d'Europe, comme elle s'est retirée d'Afghanistan, car elle montre un profond mépris pour ses alliés de longue date, en Europe comme dans la zone indopacifique. Les États-Unis risquent de perdre leurs alliés et de devoir faire face isolément à un bloc qui conteste leur hégémonie, composé au minimum de la Chine, de la Russie, de l'Iran et de la Corée du Nord, mais qui sera sans doute bien plus large, car la Chine a maillé un réseau mondial. Il est devenu déraisonnable de s'appuyer sur l'OTAN, c'est-à-dire sur des États-Unis dirigés par Trump, d'autant plus que l'OTAN a échoué depuis 75 ans à rendre plus efficientes les dépenses de défense des États européens.

La Chine aussi a tendance à abuser de sa puissance

Le déficit commercial de l'UE avec la Chine a doublé en cinq ans. Après avoir inondé nos marchés de produits de grande consommation et pillé nos technologies, elle dépasse l'Europe en termes d'innovation. Les produits qui ne trouveront plus de débouchés aux États-Unis vont nous être proposés à bas prix, et nous serons tenus de les acheter, car nous avons absolument besoin des terres rares, ces matériaux indispensables à de nombreuses technologies de pointe, qui sont un quasi-monopole chinois.

Ne pas se fourvoyer dans un cul-de-sac !

Malgré un effectif de 1,5 million de militaires d'active et des industries de défense performantes, qui suffiraient à bâtir une force capable de dissuader tout éventuel agresseur, les « responsables » politiques européens ne proposent que la soumission aux États-Unis au prix fort : près de la moitié des avions, missiles et véhicules blindés qui équipent les armées en Europe proviennent d'outre-Atlantique. D'autres viennent de Corée du Sud, du Brésil, d'Israël ou de Turquie. C'est que ces politiciens ne prennent généralement en compte que la défense de leurs intérêts personnels et partisans à court terme. Certains, plus altruistes ou plus sensibles au lobbying, considèrent leurs intérêts nationaux. Dans les moyennes puissances, les plus ambitieux rêvent d'avoir le leadership en Europe. Ceux qui prennent en compte les intérêts des Européens se comptent sur les doigts d'une seule main. Le manque d'unité réelle est patent lors de chaque réunion des dirigeants européens, la photo de famille est trompeuse.

Dans sa configuration institutionnelle actuelle, l'Europe n'est pas en mesure de mettre en place une diplomatie efficace et une défense dissuasive. Celle-ci devrait inclure une chaîne de commandement politico-militaire complète et légitime, ainsi qu'un service de renseignement autonome. Il serait insensé de suivre certains membres du personnel politique et diplomatique européen qui veulent nous engager à nouveau dans la voie d'une défense « européenne » intergouvernementale, car ils refusent la Fédération annoncée le 9 mai 1950 par Robert Schuman. Ces irresponsables semblent suffisamment déboussolés pour ébaucher une Union de défense européenne sur la base de diverses dispositions des traités et du droit de l'UE,[6] auxquelles il ne manque qu'une très improbable décision à l'unanimité du Conseil européen pour entrer en vigueur. L'Europe, si elle leur donne raison, réemprunterait une fois de plus le chemin qui depuis 1954 s'est révélé à maintes reprises être sans issue.

Les citoyens, moteurs du changement

L'indignation des citoyens européens face à la capitulation de von der Leyen à Turnberry[7] devrait déboucher sur un mouvement vers une Europe fédérale. Certains États, membres de l'UE et de l'OTAN, pourraient commencer à mettre fin à la vassalisation de l'Europe. Comme pour l'espace Schengen ou l'euro, cette coalition d'États volontaires s'étendrait. Pour le premier ministre belge De Wever, qui a prononcé, le 4 septembre 2025 à La Haye, la conférence H. J. Schoo, qui marque le début de l'année parlementaire aux Pays-Bas,[8] « Une coopération plus étroite entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg » est « objectif politique nécessaire pour notre avenir. » Pour augmenter notre autonomie stratégique, en matière de défense et d'industrie de la défense notamment, nous avons besoin selon lui d'une meilleure coopération entre les États membres de l'UE et de la poursuite de l'intégration des capacités militaires et navales. Les Marines belge et néerlandaise fêteront l'année prochaine le trentième anniversaire de leur coopération. Comme l'article 350 du traité sur le fonctionnement de l'UE donne au Benelux la possibilité d'une intégration plus rapide et plus profonde que l'UE, M. De Wever envisage que le Benelux devienne une confédération.

Les propositions de M. De Wever vont dans le bon sens, mais notre autonomie stratégique ne peut être réalisée ni par une coopération du type OTAN, ni par l'intégration que pratique l'UE, ni par une confédération, car celle-ci soit se transformer en fédération, soit se dissoudre. La Confédération suisse, fondée en 1291, devint fédérale en 1848 après la guerre civile du Sonderbund. Dans le *Federalist Paper* n° 20, du 11 décembre 1787, James Madison a décrit l'organisation confédérale calamiteuse des 7 « Provinces-Unies » des Pays-Bas du Nord au XVIIIe siècle.[9] Les États-Unis d'Amérique ont remplacé les articles de la Confédération de 1776 par la constitution fédérale de 1787, ayant fait l'expérience d'une gouvernance inadéquate au cours de la guerre d'indépendance. L'Allemagne devint fédérale en 1949, ayant enfin tiré les leçons de son passé. Quant à la Communauté (confédération) des États indépendants, conçue par M. Gorbatchev en 1990 pour succéder à l'Union des républiques socialistes soviétiques, elle a très rapidement dysfonctionné puis éclaté. Seule la fédération pourrait nous donner l'autonomie stratégique. Pour être cohérent avec son analyse, M. De Wever devrait proposer une fédération européenne.

En conclusion : que faire ?

Plusieurs décennies de refus de la fédération de l'Europe et de négligence en matière de défense expliquent pourquoi nous sommes tombés si bas. Il faut y remédier avant qu'il ne soit trop tard. Espérons qu'une nouvelle génération d'hommes et de femmes d'État nous sortent du désastre auquel nous sommes confrontés. En se fédérant, l'Europe pourrait encore changer le cours de l'histoire. Elle cesserait d'être la vassale des États-Unis d'Amérique et elle pourrait se faire respecter par la Chine. Une avant-garde d'États membres volontaires devrait lancer un noyau fédéral englobant les dimensions politique étrangère, défense, migration et fiscale. Pour faire primer le bien commun européen sur les intérêts particuliers des États nationaux, afin que l'Europe puisse exister géopolitiquement dans un monde de plus en plus hostile, elle devrait devenir un État, régi par une constitution fédérale. La S€D poursuit ses efforts afin d'identifier et d'accompagner le premier gouvernement qui se laissera convaincre d'amorcer le processus fédératif.

1) Voir Keir Giles, *Who will defend Europe. An awakened Russia and a sleeping continent*, London, Hurst & Co, 2024, p. 55.
2) Voir sn, "Secret Pentagon memo on China, homeland has heritage fingerprints" in *The Washington Post*, https://lc.cx/nUO85P, 29 March 2025; sn, "Uitgelekt document: VS zouden Europa beperkt steun bieden bij Russische aanval" in *De Morgen*, Live Oekraine, 2 april 2025.
3) Voir Keir Giles, *Who will defend Europe. An awakened Russia and a sleeping continent*, op. cit., p. 24-25.
4) Voir M. BO, A. FO, Belga, "La Russie dément avoir visé la Pologne et l'accuse de vouloir "aggraver" le conflit" in *7sur7*, https://lc.cx/x5De0c, 10 septembre 2025.
5) Collectif, « L'Europe face au piège américain : pourquoi nous devons dire non ! » in *Le Soir*, https://urlr.me/hMpgR4, 10/9/2025.
6) Voir Elsa Bernard, Quentin Loïez, Stéphane Rodrigues (dir.), *L'Union européenne de la défense. Commentaire article par article*, Bruxelles, Bruylant, 2024.
7) À la veille de son discours sur l'état de l'Union, l'action de la présidente de la Commission est très sévèrement jugée : 75 % des répondants estiment qu'elle a mal défendu les intérêts européens ; une majorité d'Européens (60 %) - y compris allemands (54 %) - souhaite sa démission. Voir Jean-Yves Dormagen, « Trump et les Européens après l'été de « l'humiliation » : 10 points sur le nouvel Eurobazooka » in *Le Grand Continent*, https://urlr.me/8APZdg, 9 septembre 2025.
8) Voir https://urlr.me/H5b6gG.
9) Voir James Madison, *The Federalist*, https://urlr.me/epHMwA.

DASHBOARD AGEFI Luxembourg	29-Aug-2025	31-Dec-2024	DIFF %		
Dow 30 (DJI)	45.544,88	42.544,22	7,05%		
S&P 500 (GSPC)	6.460,26	5.881,63	9,84%		
Euro Stoxx 50	5.351,73	4.869,28	9,91%		
DAX (GDAXI)	23.902,21	19.909,14	20,06%		
CAC 40 (FCHI)	7.703,90	7.380,74	4,38%		
FTSE 100 (FTSE)	9.187,30	8.173,00	12,41%		
LuxX index	1.664,40	1.311,70	26,89%		
Nikkei 225 (N225)	42.718,47	39.894,54	7,08%		
Shanghai (SHCOMP)	3.857,93	3.351,76	15,10%		
US Fed Funds Rate	4,33%	4,48%	-0,15%		
3 Month US Treasury Rate	4,23%	4,37%	-0,14%		
5 Year US Treasury Rate	3,68%	4,38%	-0,70%		
10 Year US Treasury Rate	4,23%	4,58%	-0,35%		
European Central Bank (ECB) Refinancing Rate	2,15%	3,15%	-1,00%		*June 5, 2025
5-Year Eurozone Central Government Bond	2,51%	2,49%	0,02%		
Barrel (West Texas Intermediate)	0,3446	0,4088	-15,70%	€	West Texas Intermediate (prix en euro par litre)
Natural gas: 1 m3=	0,0908	0,1228	-26,02%	€	Natural Gas, Henry Hub-I (prix en euro par m3)
Natural gas: 1MWh=	8,76	11,84	-26,02%	€	Natural Gas, Henry Hub-I (prix en euro par MWh)
Natural gas: 1 MMbtu=	3,00	3,83	-21,67%	$	Natural Gas, Henry Hub-I (prix en $ par MMbtu)
Gold: 1 Kg=	94.868,78	76.453,87	24,09%	€	
Gold: 1 oz=	3.447,95	2.624,49	31,38%	$	
Silver: 1 Kg=	1.093,43	840,14	30,15%	€	
Silver: 1 oz=	39,74	28,84	37,79%	$	

Ce tableau de bord, une exclusivité d'AGEFI Luxembourg, permet au lecteur : 1° de voir les returns des principaux actifs et indices financiers pour l'année en cours / 2° de voir sur une page les principaux indices boursiers et taux d'intérêts / 3° de connaître le coût de production de plusieurs produits d'énergie en euro, à comparer avec le prix au détail / 4° de connaître le prix de l'or et de l'argent en kilo et en euros / 5° de voir immédiatement la dette publique/PIB pour plusieurs pays significatifs (tendance 2022)

This dashboard, exclusive to AGEFI Luxembourg, allows the reader: 1° to see the returns of the main assets and financial indices for the current year / 2° to see on one page the main stock market indices and interest rates / 3° to know the production cost of several energy products in euros, to compare with the retail price / 4° to know the price of gold and silver in kilos and in euros. / 5° to immediately see the public date/GDP for several significant countries (2022 trend)